

Déclaration liminaire : Pas touche à nos enfants ! A bas le budget de Guerre ! Oui aux revendications !

Postes : la carte scolaire se prépare dans le 63, malgré un budget rejeté, imposé par un gouvernement minoritaire et prévoyant des milliers de suppression de postes dans l'Education Nationale pour la rentrée 2026.

Si le DASEN n'avance aucun chiffre quant aux postes supprimés dans le 63 à la rentrée 2026, les discussions avec les mairies ont commencé. L'orientation de Macron-Lecornu est clair : asphyxier les services publics, dont l'Ecole, pour alimenter le budget de guerre.

La FNEC-FP-FO continue la discussion avec les personnels pour construire la grève pour gagner et faire tomber ce gouvernement et son budget.

D'ores et déjà, comme de nombreuses écoles, faites-nous remonter vos situations pour la rentrée 2026 : peur d'une fermeture, demande d'une ouverture, manque de moyens (RASED, AESH, décharges...)

Mail : fo.snudi63@gmail.com ou enquête FO en PJ



Décharge de direction de 3 classes et moins : le 63 toujours incapable de faire appliquer la réglementation !

Si depuis de nombreuses années, grâce à l'interpellation continue de FO en instances départementales et auprès du ministère, la situation s'est améliorée pour ces décharges, elles ne sont toujours pas effectives partout, faute de postes de remplaçants ! Le DASEN annonce 90% de journées de décharges assurées pour l'année 2024-2025... Cela représente 200 journées non assurées pour les collègues directeurs !

FO vous invite à contacter le syndicat pour une aide à la rédaction d'un courrier de votre école, à destination du DASEN afin d'exiger les 100% de décharges qui vous sont dues pour l'année scolaire en cours.

Allègement de service : les chiffres de la honte pour les personnels en situation de handicap ou de santé fragile !



Sur 61 demandes seulement 27 ont reçu un avis favorable. Le DASEN explique qu'il ne peut pas se permettre plus car cela coûterait trop de postes ! **Si vous avez eu un refus, contactez FO pour vous faire accompagner dans les démarches de recours.**

FO rappelle que parmi les collègues faisant une demande, l'Administration a obligation d'aménager le poste pour les personnels en situation de handicap... et la dispense d'APC n'est pas une réponse acceptable !

ALERTE médecine de prévention : le dernier médecin de prévention de l'Académie part en retraite. Il n'y a pour l'instant pas de médecin recruté !

FO continue sa campagne auprès des collègues pour envoyer les demandes individuelles pour bénéficier d'une médecine de prévention. Cette démarche a pour but d'aller dans des démarches

juridiques et obliger le rectorat à recruter ! Si vous souhaitez recevoir le courrier de demande de visite médicale réglementaire et participer à la campagne, contactez le syndicat.

Temps partiels : le DASEN maintient sa volonté d'exiger les motivations de collègues pour les demandes sur autorisation

La levée de bouclier de l'ensemble des organisations syndicales du 63 a permis de bloquer le DASEN l'année dernière. Pour autant, aucun refus ne doit être annoncé pour l'année prochaine. C'est pourquoi FO vous alerte. Le DASEN indique clairement que c'est un moyen de récupérer des postes. FO continue d'exiger que toutes les demandes de temps partiels sur autorisation soient accordées, quel que soit le poste occupé et quel que soit le motif de la demande. **FO accompagnera les collègues et adhérents qui le sollicitent pour faire les courriers, demander des audiences, saisir la CAPD...**

AESH : il en manque de partout !

Impossible d'avoir les chiffres du manque d'AESH dans le département en ce début d'année ! Le DASEN et le Rectorat cherchent-ils à cacher l'ampleur de la situation ?

3h d'accompagnement en moyenne par élève ! Soit 8 élèves en moyenne par semaine et par AESH !

Aucun chiffre non plus sur le nombre d'élèves en attente de places en ITEP ou IME...

L'inclusion scolaire systématique et forcée rend les situations explosives dans les écoles et établissements. Cela ne suffit pas : la DSDEN 63 décide maintenant de rendre opaque tous les éléments ! **D'ailleurs, le DASEN précise que la hausse du nombre d'élèves en ULIS est directement due au manque de places dans les établissements spécialisés.**

Face à cette situation, il est clair que seule une mobilisation en direction du ministère pour stopper la maltraitance institutionnelle les fera plier. FO organise un stage syndical Ecole inclusive et défense de l'enseignement spécialisé : jeudi 2 avril Inscription [ICI](#) !

PPMS : Le DASEN le confirme : ce n'est pas aux directeurs de le rédiger !

FO a encore engagé une longue discussion avec le DASEN sur ce point. Malgré la réponse écrite faite à FO le 05/11/25 (« *Les directeurs d'école n'ont donc pas la charge de la rédaction de ce document.* »), la réalité dans les circonscriptions montre que cette consigne n'est pas redescendue jusqu'aux directeurs.

Poussé dans la discussion, le DASEN confirme pourtant et intervient à propos des PPMS et des directeurs : « *Ce n'est pas leur problème, c'est le nôtre.* » Le DASEN s'est engagé à communiquer cette consigne auprès des IEN et dans les formations de directeurs.

FO invite les collègues à arrêter toute rédaction des PPMS afin de placer l'administration devant ses responsabilités. C'est aussi une protection en cas de tout problème : si vous êtes rédacteur du PPMS, cela engage votre responsabilité !

STOP à cette tâche qui ne vous revient pas et qui est une surcharge de travail !

Secrétaires de circonscription

FO n'a pas réussi à développer la discussion concernant la suppression de 2 postes de secrétaire de circo à la rentrée 2025 et la programmation de 2 nouvelles suppressions à la rentrée 2026. Le DASEN a coupé court à la discussion. C'est pourtant une réalité : la surcharge de travail détériore les conditions de travail de ces personnels et a des conséquences sur tous les autres (IEN, directeurs, remplaçants...).

FO a tout de même remis l'ensemble des signatures de la pétition contre la fermeture de ces postes. Continuez à signer [la PETITION EN LIGNE ICI](#) !

Formation REP+ et remplaçants : FO intervient pour défendre le droit des personnels

La DSDEN choisit cette année de supprimer les formations REP+ pendant la période « rouge »... faute de remplaçants ! Le DASEN affirme que l'ensemble des autres journées de formation REP+ sera assuré sur l'ensemble de l'année scolaire ! La situation catastrophique du département sur les remplacements ne garantit pas cet engagement.

Cela implique que les collègues brigade REP+ n'ont plus aucune certitude d'être sur un remplacement en REP+, contrairement à l'intitulé de leur poste.

Inadmissible pour les collègues. FO continue de se battre contre la fusion des missions des postes de remplaçants dans le Puy de Dôme, comme partout en France.

Contractuels

La DSDEN 63 a recruté 7 contractuels en début d'année alors qu'elle a décidé en juillet de ne pas reconduire une cinquantaine de contrats : les contractuels sont des variables d'ajustement... plus que jamais, titularisation des contractuels qui le souhaitent !

Le manque de postes dans le 63 conduit déjà les collègues à faire face à plus de 150 journées non remplacées depuis le début de l'année !

DU FRIC POUR L'ECOLE PUBLIQUE, PAS POUR LA GUERRE !

Faire bloc ensemble contre la politique de Macron/Lecornu !

Adhérez au SNUDI-FO 63 Le syndicat Libre et Indépendant

Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO 63

"Il faut que l'Europe soit prête à un conflit de haute intensité en Europe d'ici 2030", martèle la ministre des Armées et des Anciens combattants, Catherine Vautrin. Monsieur Fabien Mandon, Chef d'Etat major des armées, s'adressant au congrès des maires de France, ajoute qu'il faut : « préparer la population aux futurs conflits, pour que le pays soit prêt, d'ici 3-4 ans et qu'il ait la force d'âme d'accepter le risque de perdre ses enfants, de souffrir économiquement ». Il précise que les maires sont le meilleur relais pour s'adresser aux habitants et qu'ils leur revenaient de libérer, pour d'éventuels mouvements de troupes, des espaces tels que des écoles, des logements, des crèches !

Pour la FNECFP FO, c'est au contraire la paix qu'il faut préparer. Cette exigence de paix, réaffirmée par notre confédération, est d'autant plus cruciale que la marche à la guerre se poursuit partout, en particulier en Ukraine, au Proche-Orient, en Afrique sahélienne ... et que le génocide de la population palestinienne se poursuit !

Et bien sûr, pour financer la guerre, il faut couper dans les dépenses sociales et les services publics. Les personnels n'acceptent pas le chaos imposé par le président Macron : les milliards pour la guerre et les actionnaires alors que l'Ecole et les services publics sont privés de tout. La FNEC FP-FO réaffirme son opposition ferme à la marche à la guerre et à tout dispositif de militarisation de l'école et d'embrigadement de la jeunesse, ainsi qu'à toute mesure de répression contre les jeunes et tous ceux qui se mobilisent pour la paix.

Dans l'Education nationale, M. Geffray, 7ème Ministre de l'Education nationale en 3 ans, a concédé que l'état de l'école est extrêmement inquiétant en termes de niveau, d'inégalités scolaires et sociales, mais aussi en termes de santé physique et psychique. En tant que DRH du ministère entre 2017 et 2019, puis directeur de la DGESCO de 2019 à 2024, il a été l'un des principaux maîtres d'œuvre des réformes qui ont abîmé l'Ecole publique, les conditions de travail des agents et les conditions d'études des élèves. Dans le cadre du projet de budget 2026, rejeté par l'ensemble des députés..., derrière les effets d'annonce, une simple soustraction démontre que, derrière les emplois supplémentaires annoncés, le ministère cache la suppression de 2 373 postes d'enseignants devant élèves dans le 1er degré et 1 645 dans le 2nd degré, soit 4 018 ETP.

Les gouvernements se succèdent, mais la politique est toujours la même : casser systématiquement les services publics, l'école, la Santé, la Sécurité sociale ! Faire payer les soit-disant déficits par les fonctionnaires, les salariés, les retraités, les malades et les chômeurs quand on parle de 413 milliards d'euros pour la guerre.

Oui, la Sécurité sociale est attaquée frontalement par la mise en place de la PSC obligatoire, dont la FNEC FP-FO demande l'abandon. Nous refusons que la PSC devienne une composante de la rémunération, ouvrant ainsi la voie à la privatisation de la Sécurité sociale.

L'austérité pour la guerre, c'est l'absence de revalorisation salariale, plus de 30 % de pouvoir d'achat perdu en 20 ans pour les fonctionnaires ! C'est aussi le choix de faire des économies sur le dos des malades. La FNEC FP-FO dénonce la baisse de 10 % du remboursement du congé maladie, entrée en vigueur le 1er mars avec les régularisations de retraits sur les paies d'octobre, de novembre et de janvier. Certains collègues verront jusqu'à 30 % de leur salaire amputé, parfois déjà à mi-traitement. C'est inacceptable.

L'austérité, c'est également le subterfuge sur la "suspension" de la réforme des retraites. Cette entourloupe du décalage de l'application d'une réforme massivement rejetée en échange d'une « Conférence Sociale sur le travail et les retraites » associant les organisations syndicales est un arrangement politique que la FNEC-FP-FO n'entend pas avaler ! Pour nous, il n'y aura ni suspension, ni décalage des revendications. C'est l'abrogation que les salariés exigent.

L'austérité c'est enfin l'accueil d'élèves à besoins particuliers dans le cadre de l'Ecole inclusive, qui, se faisant à marche forcée nie les besoins de certains de ces enfants, et détériore les conditions de travail des personnels enseignants et AESH. La pénurie s'accentue et la mise en place des PAS n'est qu'une manière de tenter de la cacher. La réalité, c'est toujours plus d'élèves par AESH, avec des pathologies de plus en plus lourdes qui devraient être pris en charge dans des établissements sociaux et médico-sociaux. Depuis la rentrée de septembre M le DASEN par nos tournées d'écoles et d'établissements par le nombre de sollicitations des collègues, par le nombre de fiche SST qui remontent dans les circonscriptions et collèges, par la réalité donc du terrain, la situation concernant l'inclusion scolaire systématique et forcée est encore plus explosive que jamais. Il est temps que le gouvernement arrête cette politique maltraitante pour tous.

Enfin, FO dénonce les conclusions du rapport de "la convention citoyenne sur le temps de l'enfant ". Pour la FNEC-FP-FO, la semaine de 5 jours, les projets Educatifs de territoire c'est non. La FNEC-FP-FO continue de revendiquer partout la semaine de 4 jours, sur 36 semaines dans l'année.
- Ainsi, face à des gouvernements et des ministres qui s'accrochent toujours à la même orientation politique et sociale, nous conservons nos revendications :

- Le budget Macron-Lecornu et toutes ses mesures austéritaires doivent tomber !

- Abrogation immédiate de la réforme des retraites ! Pas de retraite par points ! Maintien du Code des Pensions civiles et militaires !

- Augmentation des salaires sans contrepartie, pas d'année blanche ! Augmentation du point d'indice : + 10 % tout de suite !

- Annulations des suppressions de postes d'enseignants prévues dans le budget 2026 ! Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services ! Recrutement de toutes les listes complémentaires et réabondement de celles-ci !

Baisse des effectifs par classe partout / Stop à la suppression des postes de secrétaires de circonscription et rétablissement des postes supprimés ;

- Un statut et un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS ! Abandon de l'acte 2 de l'Ecole inclusive ! Défense de l'enseignement spécialisé et adapté ! Maintien et création de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux.